



Le péché, c'est comme la vertu, il ne faut pas en abuser

n° 14 - 2017
du 03 au 09/04

Révoltez-vous ! Exprimez votre colère ! Soyez des combattants !
François Fillon, en Corse

Au risque de vous surprendre, je pense que les juges français, qui sont en majorité à gauche, ont le souci de l'intérêt général.
Bernard Tapie

Le sous-électorat de gauche a choisi Hamon et sa version revenu minimum du « on rase gratis ». C'est la fête. Tout est permis (...) Les élites trahissent le peuple, mais le peuple est médiocre.
Emmanuel Todd, intello décalé

A gauche, ce n'est plus le grand soir, c'est le matin des magiciens
Jacques Julliard, éditorialiste

Hamon, c'est quand même l'appareil du PS, mais plus les autres le trahissent, plus il paraît sympa
Philippe Poutou, candidat



LE RECORD DU FLOU I



Ce jour-là

- 3 – 1559 – traité de Cateau-Cambrésis signé par Henri II avec l'Espagne qui met fin aux guerres d'Italie.
- 4 – 1891 – Paul Gauguin prend ses cliques et ses claques pour Tahiti
- 5 – 1722 – découverte de l'île de Pâques par le Hollandais Jacob Roggeveen.
1693 - création de l'ordre royal de Saint-Louis par Louis XIV.
- 6 – 1868 – fin du régime féodal au Japon par l'empereur Meiji et grande modernisation administrative.
1814 - abdication de Napoléon 1er
- 7 – 1795 – la Convention fait adopter le système métrique
1939 – Mussolini envahit l'Albanie
1979 - décès de l'écrivain Marcel Jouhandeau
- 8 – 1492 – décès à Florence de Laurent le Magnifique, véritable père de la Renaissance italienne
- 9 – 1867 – les Etats-Unis rachètent l'Alaska à la Russie.
1347- décès du philosophe et théologien Guillaume d'Ockham
1553 - mort de François Rabelais

Politique

Il faut toujours revenir à Renan. « *Une nation est une âme, un principe spirituel* » dont les fondements sont de deux sortes : dans le passé et dans le présent. L'un est une histoire commune, l'autre le « *désir de vivre ensemble* » (c'est déjà la formule de Renan). L'un est un héritage, l'autre une volonté. L'histoire est une dimension essentielle de notre être collectif comme de notre être individuel. « *De tous les besoins de l'âme, il n'y en a pas de plus vital que le passé* », écrit Simone Weil.

En dépit d'appels incantatoires au peuple, je ne vois dans les discours et dans les programmes des candidats qu'une exaltation de l'individualisme et de son complément, le communautarisme. Comment faire, je vous le demande, de l'expansion indéfinie de l'individu, au détriment du collectif, la base d'un projet commun ? C'est une contradiction interne. Fonder le « *vivre ensemble* » sur ce qui nous distingue plutôt que sur ce qui nous unit, c'est là pure folie. La démocratie est née de la revendication individualiste, c'est de son exacerbation qu'elle mourra. Voilà pourquoi l'Europe va si mal, et pourquoi la France ne va guère mieux.

Jacques Julliard

In Le Figaro 3/04

Une étude de la société Brand Analytics basée sur l'analyse des réseaux sociaux a donné François Fillon vainqueur du premier tour de la présidentielle avec 23,6 %, devançant Emmanuel Macron de 0,5 %. Marine Le Pen fermait le peloton avec 20,9 %, suivie par Jean-Luc Mélenchon (13,5 %) et Benoît Hamon (11,9 %).

Si aucun des cinq « grands candidats » à la présidentielle n'a cru bon de répondre à l'invitation du Dialogue franco-russe, Emmanuel Macron est le seul à ne pas même y avoir envoyé de représentant pour expliquer sa position vis-à-vis de la Russie de Poutine.

A Marine LePen qui considère qu'elle n'a pas l'étoffe pour être ministre, Marion Maréchal Le Pen réagit : « *Ministre, je m'en fous, mais inexpérimentée, elle exagère. C'est dégueulasse, je fais le job.* » Depuis de mois, la députée sillonne les fédérations.

Le 22 mars, elle participait dans les salons Hoche, à deux pas des Champs-Élysées, au dîner de *Valeurs actuelles*. À sa table, l'écrivain Jean Raspail. La jeune femme a fait une intervention devant plus de 200 convives qui avaient déboursé 135 euros pour l'écouter.

Il semble bien que Mélenchon cartonne à gauche – du moins parmi ceux qui ne se sont pas barrés chez Micron. A Châteauroux (Indre), il a fait salle comble dimanche 2/04 : 3000 pékins sont venus écouter son bla-bal-bla. Pendant ce temps, Hamon rame !

Débat des onze candidats à la présidentielle, mardi soir, sur BFMTV : bla bla bla... Il ne pouvait rien sortir de ce débat, si ce n'est de voir la tronche des « petits » et des guignols Philippe Poutou et Nathalie Arthaud échappés du zoo trotskiste.

Lors du débat à Il sur BFMTV, Macron, pour bien montrer qu'il n'est pas le PS bis, avait placé derrière lui au premier rang, les dissidents Frédérique Dumas (ex-UDI), la juppéiste Aurore Bergé, l'ex-UDI Michel Bernos.

Le parquet de Lille a ouvert une enquête préliminaire sur des soupçons de fraude au sein du groupe FN du Conseil régional Nord-Pas-de-Calais (aujourd'hui Haut-de-France) entre 2010 et 2015, a-t-on appris de source judiciaire.

Marine Le Pen est soupçonnée d'avoir préparé la campagne présidentielle de 2012 depuis le conseil régional en utilisant les moyens humains et matériels de la collectivité. Il y a bien deux campagnes : celle des candidats et celle des tordus aux ordres de Hollande qui sortent les dossiers en complicité avec *Le Canard enchaîné*, *le Monde*, *Libération*, *Mediapart*, etc. Légal tout ça ?

Selon *Le Canard macroné* du jour, Macron ne se contente pas de regards mouillés partagés avec Estrosi, il drague à présent toute la frange centriste de LR : Kosciusko-machin, Bertrand et même Péresse.

Son pitch : s'il est élu, tout le monde se présente aux législatives sous ses couleurs habituelles, mais ensuite on constitue « *une majorité limitée dans le temps, 18 mois par exemple, avec un contrat précis définissant 6 chantiers prioritaires* ». N'oublie pas boîte de Carambars, Coco !

43 % des ouvriers ont l'intention de voter Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle. En 2007, ils étaient 16% à voter Jean-Marie Le Pen.

En mitinje à Strasbourg, François Fillon a subi une attaque à la farine. Puis devant 3000 personnes, il a réitéré ses attaques contre Hollande à l'origine, selon lui, des fuites sur les emplois supposés fictifs de son épouse. « *Ça fait deux mois et demi qu'on m'empêche de faire campagne. Et j'ai toutes les indications qui me permettront, le moment venu, de poursuivre ceux qui ont fait ça* ». Y des mecs qui vont aimer la Guyane.

Comme le suggère Emmanuelle Mignon, énarque et ex-rédactrice des programmes de Sarko en 2007 et 2012, « *les programmes ne servent à rien* ». Nous le savions depuis longtemps.

Réuni sous la bannière du Clercle Necker, un groupe de hauts fonctionnaires spécialistes de la politique économique, livre une charge contre le programme économique d'Emmanuel Macron. Son programme n'est que la continuation du hollandisme donc ultra libéral. A vos abris !

Hollandouille

Pierre Botton, ex-taulard, gendre de Michel Noir, a fait visiter la prison de Villepinte, le 22 mars dernier, à François Hollande et Jean-Jacques Urvoas, garde des Sceaux. Parlant de ce dernier, Botton affirme qu'il n'a rien fait durant quatorze mois.

En arrivant au Conseil des ministres le 5/4, les membres du gouvernement ont eu la surprise de découvrir devant eux, en s'installant autour de la table, un livret de 75 pages intitulé « *Un quinquennat pour la France et les Français* », sorte de vade-mecum du bilan de François Hollande, réécrit à l'encre sympathique.

Selon VSD, y aurait de l'eau dans le gaz entre François Hollande et sa meuf, Julie Gayet. Elle ne hante plus les nuits à l'Elysée depuis un certain temps. Flanby, lui est très pris par ses voyages de fin de partie élyséenne, et elle, très prise par sa maison de production.

Gouvernement

Après quatre jours de négociations entre les ministres de l'intérieur, Matthias Fekl, et des Outre-Mer, Ericka Bareigts, et les représentants du collectif «*Pour que la Guyane décolle*», les protagonistes se sont séparés, le 2 avril, sur un constat d'échec. Le collectif exige 2,5 milliards d'euros, en plus du plan de 1 milliard concocté par le gouvernement.

Bernard Cazeneuve a qualifié, lundi 3/04, d'« irréaliste » le montant de l'aide réclamée par le collectif guyanais impliqué dans le conflit social en cours. Le premier ministre a appelé à « *poursuivre le dialogue* » mais sans promesses « *irréalistes* », à l'issue d'une réunion

Ericka Bareigts, obscure ministre des Outre-Mer a présenté les « *excuses de la France au peuple guyanais* » pour des décennies de sous-investissement de Paris dans la département. Mme Bareigts est réunionnaise et ex-députée (2012) de ce département qui nous coûte la peau du cul .

Le ministère de l'Agriculture a annoncé un dispositif de soutien de 20 M€ à la trésorerie des industriels touchés par la grippe aviaire. Des industriels ? Et les petits producteurs, il en fait quoi Le Foll à lier !

Institutions

Philippe Galli a demandé à quitter son poste de directeur de l'administration pénitentiaire, selon *le Monde*. Le quotidien évoque un désaccord profond avec le cabinet du ministre de la Justice. Il avait été nommé le 18 septembre dernier.

496 millions €, c'est le prix que va coûter Sirhen, un logiciel utilisé pour faciliter le fonctionnement de l'Education nationale, contre 60 millions initialement budgétisés.

Guillaume Poitrinal, 49 ans, président de l'entreprise de construction de maisons en bois Woodeum & Cie, succède à Charles de Croisset à la présidence de la Fondation du patrimoine.

L'Assemblée nationale a entièrement rénové son matériel informatique dans l'hémicycle. Des essais ont eu lieu concernant le vote électronique. Le dispositif modernisé facilitera les procédures de délégation de vote en séance auxquelles recourent les groupes.

Frédérique Tarride, actuelle conseillère presse au cabinet de Jean-Marc Ayrault aux Affaires étrangères, devrait être nommée, cet été, conseillère culturelle à l'ambassade de France en Irlande.

Roland Husson, 41 ans, directeur adjoint de cabinet d'Audrey Azoulay à la sous-Culture, chargé du secteur des médias et des industries culturelles devrait rejoindre l'ambassade de France en Malaisie en tant que conseiller de coopération.

Divers

Selon Bernard Tapie, le juge Tournaire auquel il a eu affaire, n'est pas un ayatollah mais un dur à cuir qui ne recule devant rien. « *Chez lui, les règles du Code pénal sont inversées, il faut prouver qu'on est innocent* » estime Nanar.

Le petits-fils d'Edgar Faure, sauterelle politique franc-maçonne, Rodolphe Oppenheimer-Faure appelle à voter Macron. Voici qui confirme que l'intelligence a des ratés dans la transmission. Idem du petit-fils Chirac, sauf que là, la transmission a joué, il est aussi con que son grand-père.

Les conditions sont réunies pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim (Haut-rhin). Sauf que EDF juge que cette décision, purement politique, serait excessivement coûteuse et préjudiciable aux 2 000 emplois directs et indirects, dont 850 salariés sur le site. Le PDG d'EDF, Jean-Bernard Lévy, étudie une stratégie pour repousser sa fermeture.

Gérard Longuet considère que l'industrie est un sujet si important qu'il mérite un ministère à part entière et non adjoint à l'Economie et aux finances à Bercy. Objectif : définir des politiques à long terme comme ce fut le cas sous Pompidou.

Benoît-Olivier Boureau, passé par Essilor International, Natixis, Dahlia Partner, actuellement managin director chez Rotschild & C° vient de lancer un mouvement de soutien homosexuels à François Fillon. Car Gaylib de Catherine Michaud est parti se faire empapaouter ailleurs.

Gauche

L'équipe de Hamon suit de près l'attitude de Cambadélis. « *Il ne fait pas de trous dans la coque du bateau mais ne rame pas. Il a pour seul agenda de rester à la tête du parti.* » Et son attitude est jugée molle à l'égard des ralliés à Macron.

Les dernières grandes figures du PS, Lionel Jospin, Laurent Fabius, Paul Quilès ou Pierre Joxe, n'ont pas assisté à l'hommage rendu à Henri Emmanuelli, le 27 mars. « *Aujourd'hui, les gens ne pensent plus qu'à eux-mêmes* », regrette, émue, la sénatrice de Paris Marie-Noëlle Lienemann.

Parole macronienne : « *Valls, on le connaît bien, décrypte l'un des bras droits de Macron. Il veut être le chef d'un pôle PS réformateur à l'Assemblée et, pourquoi pas, briguer le perchoir. Il va être loyal pendant deux ans et, après, il va tout faire pour nous tuer.* »

Sauf que, après avoir négocié des circonscriptions avec le MoDem de François Bayrou, les amis de Macron discutent en grand secret avec ceux de Manuel Valls. « *Le renouvellement des visages* », c'est une chose; « *le renouvellement des usages* », c'en est une autre.

Julien Dray, l'un des visiteurs du soir de François Hollande, enrage devant le spectacle de la campagne de Benoît Hamon. « *Il fait tout à l'envers, négocie avec Jadot, attaque Macron sur l'argent alors qu'il devrait cibler Le Pen et Fillon...* » Hamon démontre surtout qu'il n'a pas besoin de Julien Dray.

Le zombie du résiduel PC, Pierre Laurent, tacle le parti de Mélenchon qui veut présenter des candidats contre certains cocos aux législatives. Pour Laurent, « *Mélenchon n'a rien construit, à la différence de Macron. Lui bâtit un vrai mouvement avec Jean-Paul Delevoye aux investitures.* » Mélenchon ne fait que lui renvoyer la monnaie de sa pièce !

La candidate de Lutte ouvrière préconise la réquisition des biens des super riches : « *Priver de quelques dizaines de milliards Bernard Arnault ou Liliane Bettencourt ne les réduirait pas à la famine. Par contre, ces milliards pourraient servir à financer la répartition du travail entre tous, sans diminution des salaires.* »

La rue de Solférino tacle sévère la mère Aubry qui s'en prend logiquement au traître Manuel Valls : « *« François Mitterrand l'avait dit : Martine Aubry mourra étouffée par son fiel. Qu'est-ce qu'elle dira quand il faudra appeler à voter pour Macron au second tour? Quand on n'a pas eu le courage d'affronter Marine Le Pen aux régionales, on ne donne pas de leçons.* »

Droite

D'après un dirigeant des Républicains très actif dans la campagne, François Fillon avait l'intention de dévoiler, le soir de son meeting du sursaut au Trocadéro, le nom de son Premier ministre en cas de victoire. En l'occurrence François Baroin. Baroin a demandé à François Fillon de ne rien annoncer.

Le ralliement de la sarkozyste Marie-Anne Montchanmp à Macron tient au fait qu'elle s'est sentie injustement traitée par Fillon. Elle lui avait envoyé une note pour nourrir le débat télévisé du 20 mars. Elle a reçu un mail quelques heures avant : « *Madame, nous allons transférer votre note au pôle concerné.* »

Selon Damien Abad, porte-parole de Fillon, le ralliement de chiraquiens à Macron est sans importance « *Ce sont tous des anciens couteaux, qui ont compté à un moment donné mais qui ne font plus partie du paysage politique français.* » Et vlan, passe-moi l'éponge !

Hayette Hamidi, 32 ans, avocate, parents d'origine algérienne, sera la candidate LR en Seine-Saint-Denis. Musulmane pratiquante, elle a grossi les rangs de La Manif pour tous avant de rejoindre le comité stratégique de Sens commun. Elle est colonel de réserve des parachutistes de l'armée de l'air. Bel exemple d'assimilation sans renier ce que l'on est.

Lors de son meeting à Toulon vendredi 31/3, François Fillon a refusé de venir au secours de Christian Estrosi, sifflé par les militants, qui ne lui ont pas pardonné d'avoir voulu écarter leur champion début mars. En revanche, Fillon a fait applaudir Eric Ciotti le rival de ce crétin azuréen.

Gérard Larcher qui prend ses distances avec François Fillon, exclut toute hypothèse d'appartenance à un gouvernement si ce dernier l'emportait. La présidence du Sénat lui convient très bien, il est le 2^{ème} personnage de l'Etat et le poste est plus stable que celui de ministre.

Société

Un an après la découverte des irrégularités et falsifications dans des dossiers de fabrication d'équipements nucléaires, Creusot Forge est toujours à l'arrêt et la ville bourguignonne s'inquiète pour son avenir. La phase de tests vient de commencer avec la fabrication de pièces d'essais pour vérifier la conformité de la production avec les normes du secteur.

Cette période s'annonce décisive : à l'issue, en juin, EDF et Areva prendront la décision de faire redémarrer ou non la forge. EDF, qui doit devenir l'actionnaire majoritaire d'Areva NP (la maison mère de Creusot Forge) avant la fin de l'année, n'a pas l'intention d'alourdir le plan social en cours, qui prévoit la suppression de 63 postes sur un effectif de 270 employés en CDI.

En France l'emploi dans les administrations représente 21.9% de la population active contre 6.7% au Japon, 8.6% en Allemagne, 14.6% aux États-Unis et 17.4% au Royaume-Uni.

L'entreprise de restauration Courtepaille et le groupe hôtelier AccorHotels, ont été épinglés en mars par Myriam El Khomri après un «testing» contre les discriminations à l'embauche. La ministre du Travail a présenté un nouveau plan d'action désormais jugé «concluant».

Selon une récente note du conseil scientifique de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), la France arrive à l'avant-dernier rang du classement concernant l'indiscipline scolaire, sur 72 pays!

La CFDT est devenue le premier syndicat du secteur privé, place occupée jusque-là par la CGT, depuis sa création, en 1895. Laurent Berger peut-il crier victoire et se féliciter d'avoir été plus ouvert que Philippe Martinez sur la loi El Khomri ? Franchement on s'en fout, c'est résiduel.

Selon le bâtonnier de Paris, Frédéric Sicard, « pour 100 places de prison actuellement, nous avons un petit peu plus de 113 détenus. On ne peut plus rajouter qui que ce soit à Villepinte (Seine-Saint-Denis). À Fresnes (Val-de-Marne), c'est archibooké. La situation est absolument catastrophique. »

Faits divers

Une quinzaine de personnes ont reçu à leur domicile une amende de 68 € pour avoir participé à un concert de casseroles devant la salle du mitinje de soutien à François Fillon le 21 mars à Calais. Motif : « Emission de bruit portant atteinte à la tranquillité du voisinage ou la santé de l'homme ». On se marre... eux pas du tout.

immigration / islam

Justice. A compter du mois de juin, des audiences se dérouleront à proximité immédiate de l'aéroport Roissy-Charles- de-Gaulle (Val-d'Oise) pour statuer sur le sort des personnes non admises sur le territoire. Jusqu'à présent, cette justice était rendue au tribunal de grande instance (TGI) de Bobigny (Seine-Saint-Denis) compétent pour tout ce qui relève des étrangers.

Transférer les audiences à Roissy, à proximité de la Zapi, permettrait d'éviter le transfert en bus matin et soir de tous ceux qui doivent être jugés, ainsi qu'une longue attente dans une salle au confort sommaire située au rez-de-chaussée du tribunal.

Les services consulaires français en Algérie ont reçu, la semaine dernière, une directive de la part de leur tutelle les instruisant de procéder à un assouplissement de la procédure d'obtention de visa Schengen au profit des envahisseurs algériens. Du moins ceux qui prennent encore la précaution de demander une autorisation avant de débouler.

Ainsi, à partir du mois d'avril, les services consulaires français ne pourront dépasser le seuil de 10% de demande de visas Schengen rejetés. Le délai de réponse ainsi que la durée du voyage ont également été modifiés. Les consulats français en Algérie se devront de rendre une réponse en 6 jours au lieu de 10.

En Belgique 7 019 demandes de regroupement familial ont été enregistrées. On nous avait doctement expliqué que les réfugiés fuyaient la guerre et n'avaient d'autre objectif que de se mettre à l'abri.

En deux mois et demi, pourtant, vingt-huit signalements sont parvenus au Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) concernant des réfugiés qui seraient partis en vacances... dans leur pays d'origine.

Fermeture de la mosquée Assounna à Sète (Hérault) qui constitue le lieu de rencontre privilégié et régulier de fidèles cautionnant le djihad armé sur le territoire national ou cherchant à rejoindre la zone irako-syrienne.

Terreau fertile de la radicalisation, l'Occitanie est la région la plus touchée par les départs de jeunes hommes et jeunes femmes vers la Syrie et l'Irak. 5% des 2500 lieux de prières répertoriés en France sont perméables aux thèses rigoristes de « *l'islam des origines* ».

Le groupe Société nationale immobilière, filiale de la Caisse des dépôts, vient de palper 100 millions € auprès du Conseil de l'Europe pour racheter en France 62 hôtels F1 pour héberger les immigrés. Soit 7 700 places. On fait quoi avec nos pauvres ?

Ecologie/ sciences / technologie

Associer plusieurs énergies propres pour lutter contre le réchauffement climatique : telle est la philosophie du projet Energy Observer (5 millions d'euros de budget), un bateau propulsé à l'hydrogène qui sera mis à l'eau le 14 avril, à Saint-Malo.

Objectif du skipper français Victorien Erussard : réaliser en six ans, à partir de 2018, un tour du monde « zéro CO2 » et « zéro particule fine ». Une épopée pédagogique qui rappelle celle de l'avion Solar Impulse.

L'Everest est en train de devenir une décharge à ciel ouvert. Pour débarrasser le sommet d'une partie de ses détritiques, l'association française Montagne et Partage lance une vaste expédition de cinq semaines. On évalue aujourd'hui à 4 ou 5 t la masse de déchets abandonnés entre le camp de base et le dernier palier, à 8 000 m.

Fabriqué avec des peaux d'orange (ou de pamplemousse), ce nouveau filtre retient les polluants organiques et métalliques des eaux sales. Mis au point par des ingénieurs de Grenade et du Mexique, il offre une opportunité pour le recyclage des 38,2 millions de tonnes de fruits produites annuellement par les industries agroalimentaires.

Economie

La France ne fait pas exception à la règle. Alors que, partout dans le monde, les gains de productivité s'amointrissent, l'Hexagone connaît la même tendance. La hausse de la productivité française est passée de plus de 5 %, en moyenne, entre 1950 et 1974 à seulement 0,7 % par an entre 2003 et 2014.

« *En termes de gains de productivité, la France a décroché ces vingt dernières années, relativement aux Etats-Unis* », notait une étude de France Stratégie publiée il y a un an. Reste une interrogation. Il n'est pas sûr que les concepts de la comptabilité nationale, comme le PIB, permettent d'appréhender de manière satisfaisante l'économie moderne, et notamment l'apport des nouvelles technologies.

Le débat a été escamoté par les candidats à la présidentielle. Il est pourtant crucial pour les années à venir : quelle doit être la future politique énergétique de la France ? Quid du réchauffement climatique et de son incidence sur les énergies ? La place du nucléaire ?

Au niveau national, le nucléaire est une spécificité. Il représente les trois quarts de notre mix électrique et 40 à 45 % de notre mix énergétique (contre 50 % pour les fossiles). Notre parc nucléaire, construit entre 1980 et 1990, atteindra sa durée de vie théorique de quarante ans entre 2020 et 2030.

Ces choix nationaux s'inscrivent dans le cadre d'une politique énergétique européenne défailante, consistant à libéraliser le secteur énergétique, avec pour conséquence paradoxale qu'aucun investissement ne puisse plus voir le jour sans subvention.

En fait, les personnes finement cultivées, qui connaissent en profondeur leur langue, ne sont pas très nombreuses. Il se trouve que les nouvelles technologies de l'information et les manières modernes de communiquer ont voulu que les incultes prennent beaucoup de place ! Dans l'Antiquité, on écoutait Virgile et Suétone, au Moyen Age, Villehardouin, ensuite Corneille... Aujourd'hui, c'est la télé et le gazouillis. Les incultes ont la parole, alors qu'auparavant ils ne l'avaient pas. C'est là le grand changement.

Michel Serres, philosophe

Revigoré par le succès des négociations de l'assurance chômage, le président de l'UIMM, Alexandre Saubot, se donne à fond dans la campagne pour la présidence du Medef en 2018 : « *L'UIMM, je l'ai mangée en six semaines ; le Medef ce sera en six mois.* »

Pour 100 € de CA, les banques européennes déclarent 42 € de bénéfices dans les paradis fiscaux, contre 19 € en moyenne. Les 5 plus grandes banques françaises (BNP, Banque Populaire, Caisse d'Epargne, Société générale, Crédit agricole et Crédit Mutuel) déclarent un tiers de leurs bénéfices dans les paradis fiscaux alors qu'ils ne représentent qu'un quart de leurs activités, qu'un cinquième de leurs impôts et seulement un sixième de leurs employés. (Rapport Banques en exil de l'ONG Oxfam et le réseau Fair Finance Guide International).

Culture/médias

La Société Des Journalistes (SDJ) de l'hebdomadaire économique *Challenges* dénonce le parti-pris pro-Macron de leur direction. « *La SDJ déplore les interventions multiples et déplacées de Maurice Szafran auprès de la direction et de l'équipe web, suite à la parution d'un article critique à l'égard de Macron, paru le 14 mars sur le site : « Où sont les millions de Macron ? ».*

Dans sa croisade contre le sexisme et pour l'égalité homme/femme, la ministre de la Culture, Audrey Azoulay, vient de lancer un appel aux communes ayant invité le groupe breton Soldat Louis, à

déprogrammer le groupe. Le groupe Soldat Louis est stupéfait : « Je ne savais pas qu'on en était rendu à un tel point de connerie »

Le plan de départs volontaires à *La Voix du Nord* (groupe Rossel), lancé cet automne, concernera finalement 160 postes sur 710 au lieu de 178 annoncés début janvier, dont 50 journalistes au lieu de 72.

Europe

Union européenne. Le taux de chômage dans la zone euro a reculé de 0,1 point en février, pour atteindre 9,5%, le plus bas depuis mai 2009, selon l'office européen des statistiques Eurostat: soit 15,439 millions de chômeurs.

Au niveau de l'Union européenne, ils sont 19,75 millions, soit 8 %, taux le plus bas depuis janvier 2009. Ceux qui s'en sortent le mieux : la République tchèque, l'Allemagne et Malte. En bas du classement : la Grèce, l'Espagne et Chypre. La France se classe sixième ex æquo avec le Portugal.

80 lobbyistes œuvrent pour Amazon auprès de la Commission européenne à Bruxelles.

OTAN. Rex Tillerson s'est rendu à Bruxelles au siège de l'Otan et a indiqué d'emblée que « *les Etats-Unis ne peuvent plus maintenir le niveau disproportionné de leurs dépenses de défense pour l'OTAN* ». Les Etats-Unis consacrent, eux, 3,6 % de leur PIB à la défense et contribuent à hauteur de 68 % aux dépenses militaires de l'OTAN.

Tillerson a par ailleurs dénoncé l'attitude hostile de Moscou dans l'est de l'Europe, l'occupation de la Crimée « *menaçant notre vision commune d'une Europe libre et en paix* », et l'agression russe en Ukraine. C'est mal barré.

Italie. Depuis l'échec de Matteo Renzi au référendum, l'Italie est gouvernée par un gouvernement qui expédie les affaires courantes sans prendre de décision majeure et sans aucun pouvoir pour mener des réformes structurelles. Des élections sont à venir qui pourraient voir les populistes dominer le débat.

Allemagne. Dans la presse allemande, la campagne présidentielle française est suivie avec attention. Et la candidate frontiste fait figure de repoussoir. Le porte-parole de la chancellerie a expliqué que celle-ci était prête à recevoir tous les candidats à la présidentielle qui lui en feraient la demande, à l'exception toutefois de la présidente du FN.

Suède. Un camion a renversé des passants avant de s'encastrer dans un magasin en plein centre de Stockholm, faisant au moins 3 morts et de nombreux blessés, vendredi 7/4, peu avant 15h. Et il y a beaucoup de blessés.

Le premier ministre a confirmé l'arrestation d'une personne. Le camion a été volé à l'occasion d'une livraison dans un restaurant. Il appartenait à l'entreprise Spendrups, un brasseur suédois.

Hongrie. La Hongrie a lancé une campagne anti-européenne en demandant aux citoyens leur avis sur comment faire face aux politiques de Bruxelles qui, selon le gouvernement, menacent leur indépendance.

Le questionnaire, intitulé « *Stoppons Bruxelles !* », a été envoyé à chaque foyer, a annoncé un haut responsable du gouvernement en lançant officiellement la campagne. Le questionnaire comporte six questions, portant principalement sur la question de l'immigration.

Serbie. Le premier ministre serbe, Aleksandar Vucic, a remporté, dimanche 2/04, dès le premier tour, la présidentielle, avec environ 55 % des voix, selon les projections des instituts de sondage.

Son plus proche adversaire, le candidat de centre gauche Sasa Jankovic, obtient un peu plus de 16 %. Ancien ultranationaliste converti au centre droit et au rapprochement avec l'Union européenne, M. Vucic est régulièrement accusé de dérive autoritaire.

Russie. Pour la première fois, Saint-Pétersbourg a été la cible d'un attentat sur son sol, qui a fait quatorze morts et une quarantaine de blessés toujours hospitalisés, selon le dernier bilan communiqué par le ministère de la santé russe mardi. Vladimir Poutine s'est rendu sur les lieux.

Les enquêteurs russes ont identifié l'auteur de l'attentat suicide qui a frappé lundi le métro de Saint-Pétersbourg : un homme de 22 ans originaire du Kirghizistan qui avait également déposé une seconde bombe artisanale, désamorcée à temps.

Le Kremlin aurait décidé de couper de manière drastique ses dépenses en matière de défense. Le budget pour l'année 2017 serait réduit de 16 milliards € passant à 46 milliards. Ces coupes devraient continuer en 2018 et 2019. Une des raisons serait l'aboutissement des efforts en matière de recherche et développement (R&D) comme l'avion SU-35 ou le missile S-400.

International

Syrie. L'aviation syrienne a porté des frappes près de la ville de Khan Cheikhoun contre un entrepôt de terroristes où étaient entreposées des armes chimiques, destinées à être livrées en Irak. Propos que confirme le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenko. Damas se défend par ailleurs, d'avoir utilisé des armes chimiques.

De leur côté, les experts russes cités en boucle par la télévision d'État, expliquent, comme pour mieux le dédouaner, que le chef de l'État syrien n'avait aucun intérêt politique à provoquer une telle tragédie. On en revient toujours à cette question : à qui profite le crime ?

D'autant qu'en arrière plan, on peut considérer que c'est un excellent prétexte pour éloigner Moscou de Washington. Voici sept ans maintenant que le clan occidental veut la peau de Bachar al-Assad.

La province d'Idleb, dans le nord-ouest du pays, où se sont déroulés les événements de mardi, est une des dernières régions échappant encore au régime de Bachar el-Assad après six ans de guerre. Ceci explique peut-être cela.

Etats-Unis. Le protectionnisme a été un des thèmes les plus rudes de la campagne de Trump. S'il était élu, on allait voir ce qu'on allait voir. Mais depuis il ne s'est rien passé. À tel point que tous les pays visés par Trump dans la campagne ont vu leurs marchés exploser à commencer par le Mexique. Les investisseurs pensent que Trump multiplie les déclarations incendiaires mais qu'il n'agira pas.

« *Si la Chine ne règle pas la Corée du Nord, nous le ferons* », affirme Donald Trump dans un entretien accordé au *Financial Times*. La possibilité d'une action militaire n'est pas écartée par la nouvelle administration alors que Trump doit rencontrer le président chinois, Xi Jinping.

Steve Bannon, proche conseiller de Donald Trump, ne fait désormais plus partie du Conseil de sécurité nationale (NSC), a indiqué à l'AFP un responsable américain sous couvert d'anonymat. Sa présence avait soulevé une vive polémique sur la politisation dudit conseil.

Dans la nuit de jeudi 6/4 à vendredi 7/4, près de 59 missiles Tomahawk de l'armée américaine ont été lancés sur la base aérienne syrienne d'al-Shayrat, au sud de Homs. Une pluie de missiles qui intervient après l'attaque chimique attribuée au régime de Bachar al-Assad.

A posteriori, ce n'est pas une surprise, connaissant le caractère sanguin de Trump. Il a décidé de ces frappes alors que le président chinois était reçu, donc c'était une manière de montrer qu'il n'a pas peur de trancher. A usage interne, c'est une manière également de régler ses comptes avec Obama, de montrer que ce dernier était 'mou'. C'est également une manière de lever les soupçons de collusion avec la Russie.

En soi, ces frappes restent des frappes d'avertissement mais elles marquent un tournant car elles remettent totalement en cause la coopération russo-américaine sur les dossiers de Raqqa et de Daech.

PROGRAMMES ÉCONOMIQUES : LE JEU DES 5 ERREURS

PAR JEAN-LUC GRÉAU*

En matière économique, Mélenchon, Hamon et Fillon proposent, chacun à leur façon, de rééditer ce qui a si bien échoué. Seuls Macron et Le Pen innove. L'un sanctifie l'Europe sous tutelle allemande, quand l'autre, à l'inverse, fétichise la nation.

Il existe deux façons légitimes de traiter les programmes présidentiels des candidats qui pourraient se qualifier au second tour - Fillon, Macron et Le Pen, voire Hamon et Mélenchon si les sondeurs se trompaient massivement. La première consiste à évaluer la cohérence des propositions au regard d'un monde transformé par la crise américaine, la crise de l'euro et de

l'Europe, le péril terroriste, la vague migratoire et les votes anglais et américain de 2016 : les candidats ont-ils intégré dans leurs logiciels programmatiques tous ces changements qui ne figuraient pas à l'agenda de la mondialisation heureuse ?

La seconde se propose de confronter les propositions essentielles à l'état d'une France amoindrie et désarmée par les erreurs qui ont marqué les étapes du « suicide français ». C'est celle que nous avons choisie. Après tout, ce sont encore la France et les Français, c'est encore notre Histoire que nous connaissons le moins mal. Mais cela suppose que soient d'abord traitées les deux impostures qui ont dominé notre Histoire récente : l'imposture mitterrandienne et l'imposture chiraquienne, dont Éric Zemmour a analysé les ressorts.

L'imposture mitterrandienne, c'est le socialisme à la française, cette mixture de marxisme et de redistribution sociale inscrite dans les 110 propositions de 1981, elles-mêmes largement inspirées par le programme communiste : nationalisation des plus grandes entreprises industrielles, nationalisation intégrale des banques, augmentation massive des prestations sociales et du Smic. Toutefois, ce n'est pas l'échec du programme, reconnu en 1983 une fois pour toutes, qui révèle une mystification, mais le fait qu'il a marqué une bifurcation majeure vers la libéralisation des marchés financiers, la mise en œuvre du marché unique puis le lancement de la monnaie unique, toutes opérations orchestrées depuis Bruxelles par le mauvais génie de l'expérience, Jacques Delors, avec la bénédiction de François Mitterrand. On pourrait parler de trahison. Ce serait manquer l'essentiel : le socialisme à la française était un faux-semblant dont l'échec était programmé. Un véritable coup de bonneteau : les électeurs benêts qui avaient tiré la carte « socialisme à la française » se sont vu présenter la carte « Europe néolibérale » par les deux arnaqueurs Mitterrand et Delors. Et cette Europe a poursuivi sa course en imposant sans cesse de nouvelles contraintes, aux États au nom des équilibres comptables, et au monde du travail par un libre-échange sans limites à ce jour, comme le montre le vote récent du Ceta, traité de libre-échange avec le Canada (1).

L'imposture chiraquienne. Quand Jacques Chirac a rompu avec Giscard en 1976, c'était au nom d'un gaullisme trahi par ce dernier. Son nouveau parti conjugait le retour aux valeurs gaullistes et un « travaillisme à la française » - au moment d'ailleurs où le travaillisme anglais connaissait la faillite qui devait conduire à l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher. Faut-il énumérer les zigzags de Jacques Chirac, converti au Thatcherisme en 1980, puis à la social-démocratie à nouveau en 1995, avant de s'enliser dans une impuissance avouée durant son dernier mandat présidentiel ? Nous manquerions encore l'essentiel qui est que Chirac a été le liquidateur du gaullisme avec la complicité active de Balladur et de Juppé : quand il a organisé la cohabitation (1986), première brèche majeure dans la Constitution de 1958, quand il a approuvé la monnaie

unique (1992), quand il a sous-crit aux élargissements successifs de l'Europe, quand il a accepté le retour dans l'Otan.

Mais c'est avec sa conversion à l'Europe bureaucratique en plein essor depuis 1984, date de l'installation de Jacques Delors à la tête de la Commission, que Chirac, après son élection de 1995 qui coïncide avec la mort de celui qu'on avait surnommé Dieu, réalise la fusion des deux impostures. Ni les Jospin, Royal et Hollande, à gauche, ni les Juppé et Sarkozy, à droite, n'ont tenté de se délivrer de ce lourd héritage pour refonder une légitimité personnelle. Ne cherchons pas ailleurs la désorientation de tant de Français qui s'apprêtent à voter. Privés des repères essentiels, ils cherchent encore l'individu providentiel qui va les tirer d'affaire, comme s'il ne s'agissait que d'une question de personne. Nous avons besoin d'un diagnostic sans faiblesse sur l'état de la France dans un monde largement hostile, et d'idées neuves. Or le programme de trois des candidats révèle plutôt la tentation du retour au passé : retour de la planification chez Mélenchon, retour du partage du temps de travail chez Hamon, retour du thatchérisme pour Fillon. À l'autre bout du spectre idéologique et politique, Macron et Le Pen incarnent les deux projets les plus antinomiques et les plus idéologiques, une France du tiers-monde subordonnée à l'Allemagne d'un côté, une France nationaliste qui échapperait au joug de l'Allemagne de l'autre.

Jean-Luc Mélenchon : le retour de la planification

L'originalité du programme de Jean-Luc Mélenchon réside dans sa réhabilitation verbale de la planification. Pourquoi pas s'agissant d'un philosophe connaisseur du Capital et d'un politique qui nourrit toujours une admiration pour l'expérience cubaine ? Attention, il s'agit d'une planification écologique. Jean-Luc Mélenchon entend sauver la planète menacée par l'homme, l'écologie doit donc prendre le pas sur l'économie qui renvoie à un monde bientôt révolu. Qu'envisage notre trotskiste converti à l'écologie ?

Rien. Nous disons bien rien. La planification écologique relève du pur boniment. Alain Lipietz, député européen écolo, a rappelé que la planification exigeait un organisme dédié, des moyens et une action collective de tous les ministères concernés menée sous l'autorité du Premier ministre en liaison avec les collectivités territoriales. Mélenchon évoque des projets émanant du terrain, portés par des individus ou des groupes. Rien à voir avec une planification véritable qui serait indicative, prescriptive ou les deux ! Comme le disent ses collègues de gauche, Mélenchon aspire à battre les estrades, pas à prendre le pouvoir.

Benoît Hamon : le retour du partage du travail

Les médias de gauche, qui militent en fait pour Macron, font mine de prendre au sérieux le candidat de la « rupture » en la personne de Benoît Hamon. Ils mettent en avant son projet de revenu universel et sa volonté de faire advenir une autre Europe. N'insistons pas sur ces deux leurres. Le revenu universel, d'un coût de 400 milliards d'euros, ferait bondir le déficit public annuel de 3 à 23 % du PIB et ferait exploser par ailleurs notre déficit commercial : la première émission du Trésor public après son instauration ne trouverait pas preneur ! L'autre Europe évoquée par Hamon consisterait à organiser le subventionnement de l'Europe du Sud par l'Europe du Nord, le candidat du PS laissant entendre que la France serait alors la bénéficiaire des largesses de l'Europe du Nord : nous serions désormais dans la position de mendiant de l'Allemagne. Benoît Hamon se trompe de public. C'est de l'autre côté du Rhin qu'il devrait faire campagne afin de convaincre les travailleurs et les épargnants allemands échaudés par les sacrifices déjà consentis pour sauver les éclopés de la zone euro.

Reste la promesse d'une nouvelle réduction du temps de travail, immensément populaire chez les fonctionnaires et les gens du spectacle fidèles aux partis de gauche, aussi irréaliste soit-elle. C'est la véritable « nouvelle donne (2) » qui mobilise encore les espoirs. Si Lionel Jospin, qui a privatisé et conduit maintes réformes néolibérales avec DSK, est allé jusqu'au

bout des 35 heures en dépit de ses doutes, c'est que cela répondait au vœu le plus cher de son électorat. Benoît Hamon est ainsi fidèle à une grande spécificité de la gauche française qui la distingue de toutes les autres gauches en Europe et dans le monde. L'irréalisme de son discours est en phase avec l'imaginaire de son électorat de référence. La chose est essentielle pour un candidat qui vise à hériter de la rue de Solferino. Mais n'y a-t-il pas d'autres urgences pour la France que de donner un successeur à Cambadélis ? Oublions Benoît Hamon, candidat au premier secrétariat du PS.

François Fillon : le retour du « thatchérisme »

On ne dénierait pas à François Fillon qu'il représente la bourgeoisie d'argent qui forme le socle de l'électorat « républicain ». Chefs d'entreprises, cadres supérieurs, professions libérales et par-dessus tout possesseurs de richesses touchés par l'ISF. Il la représente cependant jusqu'à la caricature au risque de suggérer qu'il a, comme Giscard, un problème avec le peuple.

Son programme n'est ni plus ni moins qu'un programme « thatchérien » dans l'esprit sinon dans la lettre : sortie des 35 heures, report du départ en retraite et suppression de 500 000 fonctionnaires. Son électorat a reconnu sa bonne volonté en votant massivement en sa faveur aux élections primaires.

Reste à savoir si les réformes « courageuses (3) » qu'il met en avant sont cohérentes et appropriées au moment historique. Sortie des 35 heures soit, mais sans contrepartie pour les personnes au travail qui vont accroître leur effort ? N'aurait-il pas été judicieux de consentir une consolidation du contrat de travail à durée indéterminée, nonobstant les exigences d'un patronat qui veut le beurre et l'argent du beurre ?

Reporter l'âge du départ en retraite au risque d'ajouter des chômeurs et de reperdre en indemnisation chômage le gain comptable sur les retraites (4) ? Supprimer 500 000 fonctionnaires mais où sapristi, sachant que la masse des fonctionnaires surnuméraires se situe dans les collectivités territoriales et que l'État régalien a déjà subi des coupes claires dans l'armée, la police, la diplomatie ?

Proposition aggravante, Fillon envisage de confier aux assurances la couverture des dépenses de santé. La proposition ne tient pas debout. On ne peut réclamer des smicards ou des demi-smicards qu'ils s'assurent pour leur compte. Dès lors, ou bien il faudrait relever les rémunérations pour aider les cotisants individuels, ou bien on demandera aux classes moyennes de payer, outre leur propre assurance, l'impôt qui permettra de couvrir celle des pauvres (5). François Fillon, qui a cédé aux chants des sirènes des assurances, met en danger, par un projet de réforme irréfléchi, son propre électorat. Pour l'instant, celui-ci n'y voit que du feu.

Emmanuel Macron : la collaboration réhabilitée

Causeur a présenté Macron comme l'homme qui doit permettre de prolonger l'expérience de Hollande cinq années de plus. Ce que confirme le battage quotidien en sa faveur de la part des médias qui ont soutenu le président normal jusqu'à son renoncement. C'est à désespérer.

Ce qu'on lui reproche par-dessus tout est son inféodation à la finance. François Bayrou, aujourd'hui rallié à Macron, l'a dit : « Emmanuel Macron est le candidat des forces de l'argent. » Ses premiers soutiens sont les banques anglaises et américaines installées à la City. Macron ne s'en cache pas, il ne se donnera pas le ridicule de dire : « La finance, c'est mon ennemie. » Mais ne risque-t-on pas là aussi de manquer l'essentiel ? Car Hamon et Fillon se gardent de rompre des lances avec les banques. Hamon a souscrit à la réforme bancaire qu'elles ont inspirée, et le programme de Fillon aurait pu être rédigé à l'Association française des banques.

En réalité, Macron n'est pas le candidat de la finance, il est le candidat de Berlin. Quel dommage que les électeurs ne lisent pas le Financial Times, The Wall Street Journal ou The

Economist qui font sa louange constante. Non seulement du fait de son néolibéralisme affiché. Mais aussi parce qu'il est pro-Europe et pro-Allemagne. Après le Brexit, l'élection de Trump, le surgissement des mouvements populistes un peu partout en Europe, son élection serait un soulagement pour Angela Merkel et la Bundesrepublik. Les dirigeants de Berlin qui ont pris le pouvoir à la faveur de la crise de l'euro ont compris que l'Europe était menacée d'éclatement. Ils ne veulent pas se retrouver au milieu des ruines du système. Macron, providence des médias de gauche, des médias néolibéraux, est aussi leur providence.

C'est un autre Emmanuel, Todd, qui nous a livré le fin fond de l'affaire quand il a rebaptisé Hollande « vice-chancelier d'Allemagne chargé de la province France ». Nul besoin que notre territoire soit occupé par l'armée allemande pour que nos dirigeants politiques et nos médias se mettent au service de la puissance allemande (6). La trahison des clercs est de retour, bien aidée par la politique xénophile de la chancelière. Angela Merkel incarne les valeurs d'ouverture du système néolibéral. Dans ce nouveau contexte, la collaboration tant honnie se trouve réhabilitée à demi-mot.

C'est le point essentiel pour qui veut comprendre ce qui peut séparer dans le fond un Fillon et un Macron. Fillon ne donne pas les mêmes assurances de subordination à l'Allemagne. Son projet de lever les sanctions économiques contre la Russie a dérangé tout en révélant qu'il ne serait pas forcément aux ordres de la chancellerie de Berlin.

Marine Le Pen : la nation fétichisée

Les médias ont fini par remplacer les vocables politiques ou idéologiques par des vocables géographiques. Fillon est le candidat du centre droit, Macron celui du centre gauche. Et Marine Le Pen la candidate de l'extrême droite – far right en anglais. Il serait plus éclairant de dire qu'elle est la candidate nationaliste. Mais elle serait alors rangée non pas dans la sphère sulfureuse du fascisme plus ou moins avoué, mais dans celle des dirigeants de la Chine, communistes nationalistes, du Premier ministre indien qui gouverne à la tête du parti nationaliste, du président russe, du nouveau président américain et, avec un peu d'audace, de la chancelière de Berlin qui défend bec et ongles les intérêts de l'Allemagne en toutes circonstances. Son incrimination deviendrait problématique.

Quant à son programme, on devrait se réjouir qu'elle ait identifié dans la fraude sociale et la gabegie territoriale les principaux gisements de dépenses parasites (7), qu'elle envisage la sortie des 35 heures par la voie de la négociation, et par-dessus tout qu'elle ait compris les enjeux de la sortie de l'euro. Premier enjeu : le rétablissement de la compétitivité vis-à-vis de l'Allemagne qui, sinon, exigerait des allègements de charges massifs qui ne sont possibles que dans l'imaginaire patronal. Second enjeu : la faculté de créer de la monnaie pour financer les investissements prioritaires de nature économique, militaire ou écologique à fort retour sur la dépense (dans la limite de 20 milliards d'euros). Et si l'on devait critiquer sa présentation, ce serait pour dire qu'elle n'a aucune chance d'obtenir un démantèlement concerté de la prison monétaire, comme elle le prétend : le geôlier allemand ne lui donnera pas le bon de sortie. Il lui faudra, si elle est sincère, sauter le pas en bravant le système.

Reste un point crucial de son projet qui heurte l'intelligence. Elle veut introduire une priorité nationale pour l'emploi, arbitraire et absurde à la fois. Certes, les employeurs français usent et abusent du recours aux sans-papiers qui sont aussi et surtout des sans-métier. L'État offre une prime à l'emploi des personnes non qualifiées par un allègement de charges sur les bas salaires qui coûte plus de 20 milliards d'euros par an. Mais on voit mal comment entraver l'embauche de personnes qualifiées et de talent dans différents secteurs. Le grand vendeur d'Airbus est américain, Airbus Helicopters emploie des ingénieurs de 47 nationalités, Linda Jackson, la patronne de Citroën, est anglaise. Et nos

restaurateurs italiens emploient tant de compatriotes transalpins. Comment comprendre une telle bévue ?

Marine Le Pen fétichise la nation. Elle suit ainsi un processus intellectuel symétrique et inverse de tous ceux qui ont fétichisé l'Europe et la mondialisation. Mais prendre le contrepied de la propagande mensongère du système ne donne pas forcément les clés de l'avenir. Sans parler de l'accusation de xénophobie qui va refleurir dans les médias et dans les propos de ses concurrents politiques. Il y a tant d'autres façons convaincantes d'incarner le changement. Espérons qu'elle se rétractera sur ce point et consacrera ses efforts à expliquer l'impératif catégorique de la sortie de l'euro et des mesures d'accompagnement de la sortie.

La France à contre-courant ?

Ne demandez pas à votre serviteur un pronostic pour le scrutin. Mais il est tenaillé par une hypothèse. En 1981, la France avait choisi un programme à demi marxiste incarné momentanément par Mitterrand, à contre-courant de l'Angleterre et des États-Unis qui avaient porté Margaret Thatcher et Ronald Reagan au pouvoir. De même, on peut craindre que la France vienne au secours du néolibéralisme ébranlé par l'arrivée au pouvoir de Theresa May et de Donald Trump. Rendez-vous après l'oracle du 7 mai prochain.

Causeur, avril 2017

Notes

1. *Le vote récent du Ceta, traité de libre-échange avec le Canada, en est la dernière manifestation.*
2. *Nom du groupuscule politique de Larrousturou.*
3. *Dans la littérature néolibérale, les réformes sont courageuses, sinon ce ne sont pas des réformes.*
4. *À l'exception de Xavier Bertrand, toutes les augmentations de la durée de cotisation ont été proposées par des fonctionnaires : Simone Veil, François, Fillon, Marisol Touraine.*
5. *Et comment fera-t-on pour contrôler les tarifs médicaux et pharmaceutiques dans le nouveau régime ?*
6. *À entendre ou à lire certains d'entre eux, on se prend à dire : « Radio Paris ment, Radio Paris est allemand. »*
7. *Généralisation de la carte Vitale biométrique, suppression de l'aide médicale d'État et suppression des régions reconnues comme inutiles.*

() Jean-Luc Gréau est un économiste qui a été directeur de l'analyse et de la recherche au Medef avant de quitter l'organisation patronale. Il a été l'un des rares économistes à prévoir la crise de 2008. Il défend aujourd'hui des positions protectionnistes. Dernier ouvrage paru La Grande Récession (depuis 2005) : Une chronique pour comprendre, éd. Gallimard, 2012. Il est chroniqueur régulier au mensuel Causeur.*

Sites a consulter

[TV Libertés](#)

[Vérité sur la Syrie...sur TVLibertés](#)

[Situation de la Macédoine](#)

[Le cas Soros sur Méridien Zéro](#)

[Du populisme... mais de quoi parle-t-on ?](#)

[Penélope Gate chez les milliardaires](#)

[La Macron...ite se barre en sucette](#)

[Petite leçon de géopolitique](#)

[Deux trois trucs sur Steve Bannon, tête pensante de Trump](#)

[Desislamiser l'Europe, par jean-Yves Le Gallou](#)

[Retour sur la guerre d'Espagne](#)

[Les communications du dernier colloque Iliade](#)

[Les nouveaux clivages à droite](#)

[Un débat médiocre et inutile sur BFMTV](#)

[L'économie pourquoi faire ?](#)

Journées de lecture

L'enfant de la nuit, par Robert Brasillach, Pardès, 206 p., 16 €

Réédition de ce roman de Robert Brasillach qui, rappelons-le, est un excellent romancier et grand chroniqueur (*Comme le temps passe*). Par la sensibilité à la condition féminine de son époque et sa description d'une « *douceur franciscaine* » des petites gens (Bardèche), ce roman triste et envoûtant adapte la tragédie aux temps démocratiques, une aventure a priori banale que la singularité des êtres finit par rendre grandiose. Ainsi nous résume ce roman « social » Olivier Maulin dans *Valeurs*.